

Tour d'horizon

Autor(en): **Chouet, Jean-Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **132 (1987)**

Heft 7-8

PDF erstellt am: **29.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-344783>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Tour d'horizon

par le brigadier Jean-Jacques Chouet

Pour la beauté du geste, et par goût de l'humour, on aimerait croire que le petit avion allemand qui s'est posé le 28 mai sur la place Rouge a survolé 900 kilomètres de territoire soviétique sans être repéré. Et l'on croit déjà sur parole les experts qui nous rappellent que les formidables systèmes de détection et de défense antiaérienne dont disposent les grandes puissances ne sont pas faits pour apercevoir, prendre en poursuite et démolir des objectifs aussi lents et volant aussi bas. Mais voilà: on a quelque peine à accepter l'idée que la simple police aérienne des frontières et ce brave KGB qui a l'œil à tout étaient, dans leur totalité, endormis ou imbibés de vodka au point de confondre un Cessna avec une libellule.

Force est donc d'envisager d'autres hypothèses. On peut, à notre humble avis, écarter celle d'une machination montée par M. Gorbatchev, afin d'avoir une raison de vider son ministre de la Défense et quelques autres chefs de son armée. Outre que le maître du Kremlin devait bien savoir que le ridicule retomberait sur lui, il n'avait pas besoin d'un prétexte pour poursuivre la réorganisation du haut commandement entreprise depuis deux ans. L'âge du maréchal Sokolov était une raison suffisante pour le remplacer par le général d'armée Yazov, qui avait déjà passé au début

de cette année du commandement de la région d'Extrême-Orient au poste-clé de ministre-adjoint chargé du personnel. Quant au chef de la défense aérienne, le maréchal Koldunov, il ne pouvait évidemment surnager, dès lors que son supérieur était limogé pour une bévue dont ses services, à lui Koldunov, étaient tenus pour coupables. Reste une autre supposition, selon laquelle le KGB, ou le haut commandement, aurait exploité, sinon organisé un incident propre à démonétiser la direction du parti. Hypothèse fragile, il est vrai, car, jusqu'ici, le parti communiste n'a jamais perdu le contrôle de l'armée, et parce que, de toute évidence, M. Gorbatchev est, de tous les successeurs de Staline, le moins facile à manœuvrer.

Quoi qu'il en soit, le chef du parti communiste n'a eu aucune peine à déverser la faute sur ses subordonnés militaires, et l'incident n'a pas affaibli sa position face à ses interlocuteurs occidentaux. Or ceux-ci sont pris entre la tentation d'un désarmement pour le désarmement, ce que le Kremlin tente précisément de leur imposer, et l'exigence d'une sécurité qui doit primer.

* * *

Tardivement résignés à «l'option zéro» – large démantèlement des

euromissiles – les Soviétiques ont enchéri en proposant le «double zéro» – élimination de tous les missiles portant à plus de 500 km. En juin, l'OTAN a donné au président Reagan le champ libre pour négocier un accord qui n'est encore que de principe, et dont les Européens voient bien qu'il sera un marché de dupes si certaines conditions essentielles ne sont pas remplies: il faut que les engins intermédiaires de longue portée soient détruits et non seulement déplacés, et que leur élimination soit contrôlée de manière à empêcher toute reconstruction; il faut, pour Bonn, que les vieux Pershing 1-A allemands qui peuvent porter des têtes nucléaires américaines soient préservés, malgré leur portée de 700 km, car leur sort ne saurait se régler dans un tête-à-tête russo-américain. Enfin et surtout, il faut considérer le rapport des forces restantes.

A cet égard, le sommet tenu fin mai par le Pacte de Varsovie a implicitement repoussé la proposition occidentale – restrictions «globales et égales» des engins nucléaires à courte portée –, en affirmant que ceux-ci, bivalents, ne pouvaient être distingués des armes classiques. Or, dans ce domaine, les dotations respectives sont, selon le comité militaire de l'OTAN, de 1400 unités pour les Soviétiques, et de 88 pour les Américains. Quant aux forces classiques, l'Est détient une supériorité énorme à laquelle il ne fait pas mine de renoncer. Ce qui incite les Européens, alarmés à l'idée que le

parapluie nucléaire américain pourrait se refermer peu ou prou, à réfléchir derechef aux données et aux possibilités d'une défense «continentale». Pour l'Allemagne, l'alliance des Etats-Unis est irremplaçable, dans ses composantes nucléaires et classiques. Le chancelier Kohl ne conçoit ni ne désire que des armes atomiques françaises prennent la relève sur le sol de la RFA; à défaut de quoi, il suggère à la France de créer une brigade franco-allemande entièrement intégrée, formule qui posera plus de problèmes qu'elle n'en résoudra, et qui n'ajoutera ni un homme, ni une arme aux effectifs notoirement «sous-calibrés» des Etats de l'Europe occidentale.

* * *

De son côté, Washington ne peut qu'encourager les Européens à accroître massivement leur potentiel de défense. Ce n'est pas que les Américains songent, aujourd'hui plus qu'hier, à déposer des responsabilités qu'ils assument, après tout, dans leur intérêt aussi. Mais une dénucléarisation, fût-elle relative, exigera de plus gros moyens classiques pour équilibrer ceux de l'Est. D'autre part les Etats-Unis sont – le président Reagan l'a proclamé fin mai – résolu à ne pas laisser les pétroles et les voies du golfe Persique tomber sous le contrôle de l'URSS ou de l'Iran. Ce qui veut dire que, au-delà d'une présence navale active, les Américains envisagent la nécessité d'engager, cas échéant, leur Force de déploiement rapide. Or,

dans cette hypothèse, ils auraient moins besoin d'un renfort de combat dans la région du Golfe que d'un soutien logistique. Plus encore, ils souhaitent que leurs alliés puissent remplacer, sur le théâtre européen et atlantique, les forces qu'ils devraient dépêcher eux-mêmes au Moyen-Orient. Le problème n'est pas nouveau, mais on a constaté, à l'occasion de la session militaire de l'OTAN tenue fin mai à Bruxelles, qu'il était devenu aigu. C'est certainement ce que M. Weinberger a voulu dire aux Européens comme aux Japonais lorsqu'il leur a rappelé que, principaux tributaires des pétroles du Golfe, il serait grand temps pour eux de participer à la protection de leurs sources d'énergie. Ces sources, à vrai dire, sont moins menacées que les voies d'exportation. Iraniens et Iraquiens frappent à l'envi les navires supposés travailler pour l'ennemi. Bavure militaire, l'attaque réussie dont la frégate américaine *Stark* a été victime le 17 mai de la part d'un Mirage F-1 irakien armé d'*Exocet* a non seulement confirmé la qualité de ce missile, mais démontré aussi, du côté américain, un relâchement dont l'exemple n'est pas unique. Ce qui a suscité, aux Etats-Unis, l'une de ces réactions, style post-Pearl Harbor, dont ils sont encore parfois capables. Le Président est plus que jamais décidé à protéger les pétroliers koweïtiens, ne serait-ce que pour ne pas laisser aux Soviétiques, également sollicités par l'émir de Koweït, le privilège d'assurer

cette protection. Conséquence: la Task Force du porte-avions *Constellation* se rapproche du détroit d'Ormuz, et un cuirassé américain, autrement résistant et puissant que le *Stark*, pourrait se pointer dans la région à seule fin d'inciter à la prudence l'Iran trop facilement tenté de tirer avantage du piège «achat d'armes» dans lequel M. Reagan était naïvement tombé. Rien de tout cela ne modifie d'ailleurs le monotone affrontement irano-irakien, marqué en juin par une nouvelle offensive khomeiniste dans le Kurdistan, et auquel l'accord des cinq maîtres de l'ONU n'apporte, est-il besoin de le dire, aucune amorce de solution.

* * *

D'autant moins que, toujours dans cette région sensible, les Soviétiques ne font rien pour diminuer vraiment la tension. En Afghanistan, leur agent Najibullah tente, sur le plan politique, de séduire les monarchistes. Mais, dans les faits, on voit les Soviétiques et leurs subordonnés locaux tenter encore et toujours de briser la résistance par la force. Ce qui leur a valu, fin juin, un nouvel et remarquable échec à Kandahar. Mieux armés en antichars et en moyens antiaériens, les patriotes afghans tiennent le coup. Et ils ont trop souffert pour se laisser séduire par les offres intéressées d'un agresseur qui n'a rien réduit de son effort de guerre. Quant au Liban et à Israël, dont il faut bien reparler, on se bornera à consta-

ter, d'abord, que l'OLP n'a rien rabattu de ses prétentions à l'égard d'Israël, ensuite que l'armée syrienne s'est réimplantée dans les faubourgs de Saïda d'où elle avait été chassée en 1982. Ce qui indique, d'une part, que Damas poursuit l'absorption du Liban, et d'autre part que les Israéliens doivent s'attendre, sur leur front nord, à de nouvelles attaques dont aucune conférence internationale ne les préservera.

* * *

Ce n'est pourtant pas à l'est, mais bien au centre de la Méditerranée que s'est produit ce printemps l'événement politique le plus important par les conséquences stratégiques qu'il pourrait entraîner. Il s'agit de la perte de la majorité par le parti travailliste maltais. Sous couleur de non-alignement, le gouvernement qui dominait jusqu'ici à La Valette ne s'était pas contenté de fermer la base anglo-atlantique de Malte; il était entré dans

une collaboration de plus en plus étroite avec l'URSS et ses comparses libyens et nord-coréens, collaboration dont le sens politico-stratégique fut donné en 1981 par un «mémoire sur la neutralité de Malte» par lequel Moscou s'engageait à «coordonner ses positions» avec celles du gouvernement maltais en cas de situation menaçant ou violant la paix et la sécurité. Depuis lors, l'influence des Soviétiques n'a cessé de se renforcer par le biais d'accords navals et aériens et de l'implantation d'organisations diverses à couverture culturelle, sociale ou pacifiste. La fin du régime travailliste ne marque pas *ipso facto* la rupture de ces liens. Mais le nouveau gouvernement nationaliste entend à tout le moins rééquilibrer ses relations internationales en faveur du monde occidental en général et de la communauté européenne en particulier. Dessein intéressant qui ne se réalisera pas sans obstruction de la part des vaincus et de leurs puissants amis.

J.-J. C.